

Réunion de 2014 sur la mise en oeuvre de la dimension humaine de l'OSCE
Déclaration de la délégation du Canada
Séance de travail 1: Institutions démocratiques
Lundi le 22 septembre 2014

Madame la modératrice,

Il est impératif de préserver et de promouvoir les institutions démocratiques de la région de l'OSCE pour assurer la stabilité et la sécurité de la région. Cela est particulièrement vrai en Ukraine.

L'OSCE et les États participants peuvent jouer un rôle crucial et aider les Ukrainiens à assurer pour eux-mêmes un avenir démocratique, stable et uni, en appuyant la tenue d'élections transparentes grâce à des activités d'observation électorale, à la prestation de conseils sur la réforme législative et à la formation du personnel, dans le but de favoriser la transparence, l'obligation de rendre compte et la primauté du droit. À l'heure où le voisin de l'Ukraine met en péril sa souveraineté et son intégrité territoriale par des menaces et de la désinformation, l'OSCE et le BIDDH peuvent, et doivent, jouer un rôle de premier plan dans le soutien à la paix, à la stabilité et à la démocratie en Ukraine.

Le Canada est fier d'avoir participé à ces efforts jusqu'à maintenant et, en collaboration avec le Solidarity Fund PL et le Fonds européen pour la démocratie, il organise une rencontre parallèle ce jeudi sur les meilleures pratiques permettant d'appuyer la démocratie et la liberté de presse en Ukraine.

Madame la modératrice,

Même si la démocratie va bien au-delà des élections, celles-ci jouent un rôle déterminant dans l'exercice de la démocratie. Le Canada accorde une grande importance au rôle du BIDDH et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui fournissent aux États participants un mécanisme efficace pour le déploiement d'observateurs électoraux dans la région de l'OSCE.

Les méthodes du BIDDH servent de référence aux autres organisations dans le monde, et nous nous réjouissons des efforts constants pour les actualiser, notamment face à des défis en constante évolution et en fonction des nouvelles technologies. Le Canada croit certes que le BIDDH doit demeurer ouvert aux critiques constructives. Toutefois, nous déplorons que certains États participants cherchent, en fait, à affaiblir ses activités d'observation électorale, sous le prétexte fallacieux de la nécessité d'un d'équilibre.

Nous notons également qu'un des États participants qui demande une supposée « réforme » des méthodes du BIDDH a montré, on ne peut plus clairement, son mépris flagrant de la vraie démocratie lorsqu'il a appuyé les référendums hâtifs qui se sont déroulés sous la menace des armes en Crimée et dans certaines régions de l'est de l'Ukraine.

Les recommandations du Canada pour cette session:

- Que le BIDDH continue de renforcer et d'améliorer ses activités d'observation électorale et ses méthodes afin de demeurer un chef de file mondial en ce domaine;
- Que le BIDDH travaille en étroite coopération avec d'autres organisations gouvernementales et non-gouvernementales telles que le Fonds européen pour la démocratie, afin de supporter les efforts dans

les pays où la démocratie est le plus sérieusement menacée par des forces étrangères subversives dans l'est de l'Europe;

- Que le BIDDH et le Service d'appui aux missions de l'OSCE poursuivent leurs efforts en vue de renforcer les institutions démocratiques par des conseils, des avis législatifs et de la formation;

- Que les États participants prennent les mesures qui s'imposent afin de soutenir financièrement le BIDDH et d'instaurer un dialogue sincère visant à améliorer ses activités d'observation électorale plutôt que de les affaiblir.